

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
17, Rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Auxerre, le 20/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VARAX**

Rue du Petit Coudroy  
89340 Champigny

Références : 260118  
Code AIOT : 0005402573

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement VARAX, implanté Rue du Petit Coudroy - 89340 Champigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite est réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 septembre 2025.

Le référentiel réglementaire de l'inspection est le suivant : arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 septembre 2025 de régulariser la situation administrative de l'installation de tri et de transit de déchets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VARAX
- Rue du Petit Coudroy - 89340 Champigny
- Code AIOT : 0005402573

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une installation de tri/transit/regroupement de déchets non dangereux qui bénéficie d'un récépissé de déclaration au titre des rubriques 2714 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) et 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 03/09/2025, article 1	Astreinte	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société VARAX ne respecte en aucun point l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 septembre 2025 :

- la situation administrative de l'installation n'est pas régularisée ;
- les prescriptions relatives à l'organisation des stockages, aux moyens de défense incendie, à l'entretien du séparateur d'hydrocarbures et à la surveillance des rejets aqueux ne sont pas respectées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 03/09/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société VARAX, exploitant une installation de tri et de transit de déchets non dangereux, sise rue du Petit Coudroy sur le territoire de la commune de Champigny-sur-Yonne (89340) est mise en demeure de respecter les prescriptions applicables à son installation soumise au régime de la déclaration : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en organisant et identifiant les différentes aires de tri de déchets ;</li><li>• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en équipant son installation de moyens de lutte contre l'incendie appropriés ;</li><li>• dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 5.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en se conformant au</li></ul>

protocole d'entretien de son dispositif de traitement des effluents aqueux susceptibles d'être pollués ;

- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 5.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en réalisant une campagne de mesure des rejets aqueux de son séparateur d'hydrocarbures.

S'agissant du dépassement du seuil de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la société VARAX fera connaître laquelle des 2 options suivantes elle retient pour satisfaire à la régularisation de sa situation administrative ;
  - dans le cas où elle opte pour l'évacuation des déchets, celle-ci doit être effective dans un délai de trois mois ;
  - dans le cas où elle opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois. La société VARAX fournit dans un délai de deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, etc.).

#### **Constats :**

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a été contacté afin de faire le point sur les avancées réalisées par la société VARAX afin de se conformer à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

L'exploitant a indiqué que :

- aucune des prescriptions pour lesquelles il est mis en demeure ne sont respectées :
  - les différentes aires de tri de déchets n'ont pas été organisées ni identifiées ;
  - aucun moyen de lutte contre l'incendie approprié n'a été installé sur site ;
  - le séparateur n'a pas fait l'objet d'entretien ;
  - aucune campagne de mesure des rejets aqueux n'a été effectuée ;
- aucun dossier de demande d'enregistrement n'est en cours de préparation ;
- une petite partie des déchets a commencé à être évacuée.

Le jour de la visite d'inspection, un employé était présent sur site. Il effectuait avec la pelle à grappin des opérations de tri des stocks de déchets.

Il a pu être constaté qu'aucune organisation des stockages n'a été mise en place, les déchets sont stockés sur plusieurs mètres de hauteur en continu au niveau des limites nord et nord-ouest du site.

Aucun moyen de défense incendie n'a été mis en place sur site.

Les stockages de déchets ont peu évolué depuis la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> avril 2025. Seuls des déchets de bois présents à l'entrée du site ont été évacués.

Les volumes restent donc supérieurs au seuil du régime de l'enregistrement qui s'établit à 1 000 m<sup>3</sup>.

Il ressort donc que l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2025 n'est respecté en aucun point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 1 mois